

[Texte]

and German one—freeing it for purchases in the rest of the developing world. However, I see no reason why we could not join the Scandinavians in removing it entirely. Canada with its strong balance of payments and the rising value of the Canadian dollar really has no justification for pleading that its balance of payments cannot stand it.

One immediate device for improving our performance on united development assistance would be the use of the special drawing rights given to us by the International Monetary Fund on January 1 for the support of untied development assistance. We have received, roughly, \$124 million in Special Drawing rights. We have been accumulating them throughout the year. Because of our strong balance of payments, we have now more than when we began.

If we are really upset about not meeting our obligations, if we really cannot spend at the rate at which we appropriate, one immediate device is to use our special drawing rights and to transfer them direct to recipient nations or to the International Development Association.

I would like to address myself now to some of the trade issues. To state, as the White Paper does, that trade involves considerations lying primarily outside the Canadian Development Assistance program is either knavish or foolish. In the face of the reports of the last few years, it is inexcusable. The trade issues were not examined in depth.

**Mr. Brewin:** Mr. Chairman, may I ask Professor Helleiner, where is the reference which he made before that trade involves problems that lie outside the field of international development.

**Professor Helleiner:** Would you like a page reference?

**Mr. Brewin:** If you have it there.

22501—21

[Interprétation]

premier pas à faire, serait de se modeler du moins sur l'attitude des Américains et des Allemands en libérant de ces dispositions nos achats dans le reste du monde en voie de développement. Toutefois, je ne vois pas pourquoi nous ne pourrions pas nous joindre aux Scandinaves en éliminant ces restrictions complètement. Le Canada possède une bonne position quand à la balance des paiements et comme la valeur du dollar canadien est à la hausse, nous n'avons réellement aucune justification pour dire que notre balance des paiements pourrait en souffrir.

Une façon d'améliorer, dès maintenant, notre façon de procéder quant à l'aide au développement à fournir, afin d'éliminer ces dispositions inutiles, serait d'utiliser des droits spéciaux qui nous ont été accordés par le Fonds monétaire international, le premier janvier, en vue d'un accord d'aide au développement sans restriction. Nous avons reçu, en gros, 124 millions de dollars sous forme de droits spéciaux. Nous les avons accumulés durant toute l'année. En raison de notre balance des paiements, qui est excellente, nous avons plus de fonds que lorsque nous avons commencé.

Si nous sommes réellement inquiets au sujet de la façon de faire face à nos obligations, si nous ne pouvons réellement pas faire des déboursés en accord avec nos allocations, une façon immédiate de procéder est d'utiliser nos droits spéciaux de retrait et de les transférer directement aux nations qui ont besoin d'aide ou à l'Association de développement international.

J'aimerais parler maintenant de certaines questions concernant notre commerce. Une déclaration comme celle que renferme le Livre blanc, à l'effet que le commerce implique des considérations qui ne relèvent pas du programme d'aide canadien au développement, témoigne d'un esprit malicieux ou insensé. A la lumière des rapports qui nous sont parvenus au cours des dernières années, cette déclaration est inexcusable. Les questions qui ont trait au commerce n'ont pas été étudiées en profondeur.

**M. Brewin:** Monsieur le président, puis-je demander au professeur Helleiner où on peut trouver la référence selon laquelle le commerce implique des problèmes qui ne relèvent pas du domaine du développement international.

**Le professeur Helleiner:** Voulez-vous avoir le numéro de la page?

**M. Brewin:** Oui, si vous l'avez en main.